

Résumés

Manuel Bastias Saavedra, Weltgesellschaft, différenciation fonctionnelle et système juridique ? Modernisation du droit à la frontera chilienne (1790–1850)

L'article propose de repenser les mutations sociales et la modernisation en ayant recours à l'idée de société mondiale. Dans cette perspective, le paradigme de société mondiale permet d'une part de reconsidérer la centralité du concept de société dans l'histoire sociale en rendant possible la reprise d'une histoire de la société après la critique de la post-modernité, du post-colonialisme et du nationalisme méthodique. D'autre part, la thèse de Luhmann à propos de la société mondiale moderne conçue comme fragmentation de la société en divers systèmes communicationnels autonomes a pour conséquence que l'on ne peut considérer la modernité comme l'amélioration des structures sociales, mais comme la substitution de formes de différenciation. À l'intérieur de ce cadre, le présent article propose une étude de cas sur la modernisation du droit, considérée du point de vue de la théorie des systèmes. En nous penchant sur les différents régimes juridiques qui ont structuré le transfert des terres indigènes dans le Sud du Chili entre 1790 et 1850, nous défendons l'argumentation suivante : la dé-localisation du droit et l'importance croissante d'instruments juridiques formels après 1830 sont à comprendre comme éléments d'un processus plus global de différenciation fonctionnelle du système juridique. Nous tentons en incluant cette analyse de cas dans une théorie de la société mondiale de mettre en lumière les conséquences contradictoires de la modernisation. Il en ressort que, dans le cadre de la société mondiale, la société moderne ne conduit pas nécessairement à une amélioration sociale ou à une homogénéisation croissante des structures sociales. Dans le cas du territoire de Valdivia que nous analysons ici, il apparaît que la modernisation du droit a eu dans une très grande mesure des effets perturbateurs sur les formes de vie locale, ce qui apparaît dans les années 1850 lors des mutations de la propriété foncière et dans les transformations écologiques du paysage de la région qui en ont résulté.

Marc Breuer, Différenciation fonctionnelle et milieux religieux. Situation d'anciens milieux catholiques et de récents milieux issus de l'immigration dans la structure de la société

Ce n'est qu'au moyen de délimitations segmentaires que la différenciation fonctionnelle a pu s'imposer historiquement. C'est ce qui apparaît si l'on considère les Etats-nations, mais également les milieux catholiques du XIX^e et du début du XX^e siècle. Malgré les descriptions antimodernes que ces milieux font d'eux-mêmes, des modernisations ont eu lieu, comme on le sait, en leur sein. En outre ont émergé depuis la période d'après-guerre, en Allemagne et dans d'autres pays de l'Europe de l'Ouest, diverses communautés religieuses issues de l'immigration, comme par exemple les communautés musulmanes rassemblées autour d'un imam et d'une mosquée, autour desquelles se sont également agglomérées des formations denses que l'on peut qualifier de milieux religieux issus de l'immigration. L'article montre que ces derniers se distinguent certes en de nombreux points des anciens milieux catholiques. Il s'agit toutefois dans les deux cas de segments délimités, dotés d'une identité définie en premier lieu par la religion, et qui établissent dans le même temps des liens avec les structures laïques de la société majoritaire. De toute évidence, la différenciation fonctionnelle ne cesse de s'accompagner jusqu'à l'époque présente de tels éléments segmentaires. Dans les deux cas, la formation du milieu est causée par des lignes de clivage social (*cleavages*). En raison de la modification du contexte général, les milieux récents issus de l'immigration ne peuvent certes pas imposer de délimitations structurelles aussi importantes qu'ont réussi à le faire les milieux confessionnels

lors de la transition vers l'époque moderne. Cependant, ils essaient à leur tour de répondre aux préjudices que ressentent leurs membres par la formation de communautés denses ancrées dans la vie quotidienne, ainsi qu'au moyen d'organisations. Les milieux restent ambivalents en ce qui concerne leur importance dans les processus d'intégration. Les contacts avec la société majoritaire sont dans de nombreux cas soutenus via l'auto-organisation des groupes de population appartenant aux milieux religieux, mais les effets clivants dominent en partie.

John Breuilly, Modernisation et idéologie nationaliste

Dans cet article, nous défendons la thèse suivante : le nationalisme est une composante essentielle de la modernisation de l'Etat et n'en est pas uniquement un résultat contingent. Une des raisons essentielles à cela est la nouvelle conception du territoire politique associée à la modernisation de l'Etat et à la modernisation en général. Après avoir exposé les caractéristiques principales de la modernisation et des théories modernistes du nationalisme, nous soulignons les liens entre le nationalisme et les pratiques modernes de la territorialité. Ces dernières sont considérées selon différentes phases chronologiques : la formation des Etats-nations sur la façade atlantique de l'Europe et la projection de leur pouvoir dans le monde ; les changements révolutionnaires en ce qui concerne les notions de territoire national et de souveraineté nationale à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles ; la domination des nationalismes d'« unification » et sa relation aux pratiques de territorialité. Après un bref paragraphe concernant le pan-nationalisme en tant qu'idéologie non-territoriale qui s'est répandue et a gagné en importance aux environs de 1900, nous nous penchons sur son remplacement par la domination d'un nationalisme séparatiste, territorial après 1918. Cette forme est étudiée dans les trois phases suivantes : celle de la formation des Etats ethno-nationaux après 1918 en Europe centrale et de l'Est, celle de la formation des Etats situés sur le territoire des anciennes colonies européennes durant le processus de décolonisation européenne après 1945, et la formation des Etats-nations après l'effondrement de l'URSS. Dans tous ces cas, les changements dans les pratiques de territorialité sont liés aux changements des formes de nationalisme.

Peter van Dam, Sauver l'histoire sociale d'elle-même. Dépasser la modernisation

La théorie de la modernisation fut autant de fois déclarée morte que ressuscitée. En raison de sa position clé au sein de l'histoire sociale, une généalogie de ses adaptations permet une analyse de la crise de l'histoire sociale. En outre, elle montre les difficultés rencontrées par les historiens à se défaire des représentations d'une voie particulière allemande et du progrès. L'observation généalogique met également en lumière l'interaction problématique entre les définitions scientifiques et populaires de la modernisation. L'article analyse la façon dont les théories de la modernisation furent corrigées en raison de la critique portant sur leur caractère flou, téléologique, sur la dichotomie entre tradition et modernité, leur parti pris occidental et leur instrumentalisation. Certains modèles théoriques nés de ces corrections ont à la fois adapté le concept de modernisation à des régions, époques et processus particuliers et l'ont généralisé en en faisant une représentation de processus universellement perceptibles. La spécification et la généralisation continuent de mettre à mal l'emploi du concept de modernisation pour l'histoire sociale. Une version adaptée « sur mesure » suggère plus des contextes et une pertinence élargie au lieu de les démontrer. Les versions généralisées présupposent une modernisation pour ensuite la prouver empiriquement. Une généalogie de la modernisation libère de leur carcan des concepts précieux de l'histoire sociale. Des processus tels que ceux d'urbanisation, de différenciation structurelle, de bureaucratisation, de scientification peuvent être évalués et interrogés indépendamment les uns des autres en ce qui concerne leurs liens éventuels. Si l'his-

toire sociale revient à une ambition mesurée et applique des théories de moyenne portée, elle peut regagner sa position intermédiaire entre sciences sociales et histoire.

Steffen Dörre, Le développement par la volonté de performance. Théorie et pratique de la modernisation psycho-sociale

L'article se consacre à l'être humain présenté comme sujet à moderniser dans le discours du développement et de la modernisation durant les années 1950 et 60. Nous montrons quelles représentations du « modern man » avaient cours durant cette époque et en quoi était vue l'aptitude de ce dernier à la modernisation sociale. Nous nous focalisons sur la signification de la volonté de performance présentée dans les théories américaines de la modernisation ainsi que dans le discours de l'aide au développement en RFA. Nous défendons l'argumentation suivante : les acteurs humains concrets étaient considérés comme les forces motrices des mutations sociales et c'est pourquoi les obstacles à leur développement social et psychique ont été thématiques à un degré plus important que ce que nous pensions jusqu'à présent et que ces obstacles ont été vus comme la cause principale du sous-développement. Nous montrons également que ces représentations avaient un impact important sur la pratique. En nous penchant sur des projets portés par des financements publics et privés, nous pouvons montrer comment on a tenté d'augmenter la motivation à être performant dans les pays dits en voie de développement. Dans le cadre de ces projets, des vertus explicitement considérées comme masculines devinrent de toute évidence la base de la restructuration sociale globale visée. C'est pourquoi nous pouvons, en étudiant les théories relevant des sciences sociales et comportementales ainsi que leurs effets sur la pratique de l'aide au développement, élargir du point de vue de l'histoire des idées et des genres la représentation que nous avions jusqu'alors des débats sur la modernisation durant les années 1950 et 1960.

Wolfgang Göderle, Modernisation par l'arpentage ? Les connaissances de l'Etat moderne en Europe centrale (environ 1760–1890)

Dans cet article, nous mettons en regard, en tant que processus de base (Lutz Raphael), la cartographie mise au service des cadastres et de l'arpentage des territoires, et la genèse de structures étatiques modernes issues du pouvoir impérial. Nous analysons le cas de l'Europe centrale et décrivons comment les procédés cartographiques venus de France et du duché de Milan ont été appliqués dans la monarchie des Habsbourg pour affecter à deux niveaux la modernisation du pouvoir et le développement des structures étatiques modernes. Avec le cadastre, les procédures d'arpentage, qui ont duré des décennies, continuent de mettre à la disposition de l'administration une base d'organisation et d'action tandis que les leviers militaires fournissent des connaissances pour une représentation cartographique de l'Etat moderne. La spatialité fractale du vieil Empire cède effectivement la place à une représentation spatiale de la territorialité, qui formate en profondeur les principes fonctionnels de l'Etat moderne ainsi que ses façons de travailler. Dans le même temps, la représentation cartographique de l'Etat moderne a une influence profonde sur les connaissances de la bourgeoisie et la conscience qu'elle a de cet Etat. L'histoire des arpentages et des structures étatiques en Europe centrale est décrite comme un processus de longue durée, au cours duquel les fondements du pouvoir ont été modifiés, pour passer d'une société d'ordres aux traits fondamentaux de l'Etat moderne, dans lequel des pans sans cesse croissants de la population participent aux processus de décision politique. Dans cette perspective, les acteurs appartenant à la bourgeoisie jouent un rôle décisif : ils apportent les connaissances pratiques essentielles et participent, par le biais de leur interconnexion trans-impériale, à une standardisation et une normalisation des processus et des modes de représentation influençant la balisation de sentiers vers la modernisation et marginalisant parfois les possibilités de développement contingentes.

Markus Holzinger, Violence guerrière et dynamique des guerres civiles dans les « périphéries ». A propos du mythe de la modernité globale

Dans les grandes théories sociales sur la modernisation – citons par exemple celles de Talcott Parsons, Jürgen Habermas, Niklas Luhmann ou John W. Meyer – la modernité est en règle générale représentée comme une société civile pacifiée. La théorie de la modernisation occidentale se berce de l'illusion « d'une modernité sans violence », pour reprendre une expression de Hans Joas. Au vu du recours massif à la violence militaire durant l'époque allant de 1800 à 2000, il semble donc nécessaire de se pencher davantage sur cette lacune de la théorie de la modernité. L'article s'intéresse moins aux guerres centrales ou « guerres totales » entre Etats, menées jusqu'en 1945, qu'aux nouveaux conflits intra-étatiques sévissant après 1945 dans les régions périphériques (en particulier dans l'Afrique sub-saharienne). Il ne faut pas oublier que 94% de tous les conflits armés durant les années 1990 sont des conflits intra-étatiques. L'objectif de cet article est de mettre en lumière les mécanismes qui sont au cœur de la « dynamique propre » de ces conflits. Tout comme les travaux de nombreux chercheurs spécialistes des guerres (par exemple Charles Tilly, Kalevi J. Holsti), nous défendons la thèse selon laquelle c'est le manque de structures étatiques bien établies dans les pays en voie de développement qui est la cause principale des processus d'embrasement de ces conflits. Le modèle européen de l'Etat-nation et son pouvoir bureaucratique et légal n'a, dans de nombreux cas, pas pu se consolider dans les pays en voie de développement. C'est le manque de domination de l'Etat qui confère à la guerre sa dynamique propre et contribue au fait que les conflits armés aient tendance à se perpétuer.

Massimiliano Livi, Le néo-tribalisme comme modèle visant à appréhender les formes de socialisation post-traditionnelles. Proposition conceptuelle

Après avoir passé des années à se concentrer sur l'individualisme en tant que facteur moteur de l'ordre social contemporain, la recherche en sciences politiques et en sociologie observe que les riches sociétés post-industrielles européennes se tournent vers de nouvelles formes d'organisation collective sur les plans culturel, social et esthétique. Depuis les années 1980, au plus tard, ces différents phénomènes sont à même de créer de nouveaux systèmes d'ordre symboliques et de nouvelles conditions matérielles. Ils défient ce faisant la raison d'être et la force normative des instances sociales intermédiaires comme les partis, les églises, les entreprises, les syndicats ou les structures de l'Etat social. Les historiens évaluent cependant ce changement des formes sociales dans une optique inversée, à savoir comme la conséquence de facteurs politiques et économiques. Il manque jusqu'à présent une approche relevant de l'histoire sociale – c'est la thèse centrale de cet article – qui permette d'appréhender l'existence et les logiques d'action de phénomènes de société post-traditionnels, qu'il ne serait possible de saisir autrement. La métaphore de la « néo-tribalisation » que nous utilisons dans cette communication permet de formuler une première proposition conceptuelle et débouchant sur des projets de recherche pour analyser ces formes et phénomènes dans leurs effets et conséquences sur les structures sociales, politiques, économiques, étatiques et religieuses.

Christoph Lorke, (Dés)ordres de la modernité mobile. Couples transfrontaliers et services d'état-civil allemands durant l'Empire et la République de Weimar

Avec l'introduction dans tout l'Empire du mariage civil en 1875 ainsi que des services d'états-civils un an plus tard, on remarque un accroissement de la complexité du droit de l'état-civil et de la différenciation fonctionnelle. L'Etat-nation devint ainsi le fondement principal de l'action en matière de politique (matrimoniale) et le mariage civil fut à partir de ce moment la condition d'un mariage religieux. L'ère de la « haute modernité » fut également une césure fondamentale sur le plan de l'histoire sociale. La profonde mutation so-

ciale et démographique, sans oublier l'importance croissante des mouvements migratoires, ne restèrent pas sans conséquence sur les affaires relevant de l'histoire du quotidien, comme par exemple, les comportements matrimoniaux. Les officiers d'état-civil et les autres administrations compétentes étaient depuis la fondation de l'Empire de plus en plus souvent confrontés aux demandes de citoyens de l'Empire allemand qui cherchaient à épouser un partenaire de nationalité étrangère. La conséquence a été, aux alentours de 1900, un processus de professionnalisation et de scientification de l'état-civil allemand, qui devait connaître dans les années suivantes diverses avancées. L'article analyse les possibilités d'intervention et de régulation corrélés à ces processus par lesquelles les administrations publiques pouvaient réagir à l'élargissement transnational du marché matrimonial allemand. Nous nous interrogeons par conséquent sur les modes de production de connaissances administratives à propos des couples qui agissent de façon transfrontalière et sur les logiques de décision et d'action qui en découlent, ainsi que sur la (non)-souhaitabilité de certaines configurations.

Stefanie Middendorf, Economisation de la façon de gouverner ? Réflexions à propos de la mutation du financement du budget public « moderne » en Allemagne et en France (1920–1980)

On constate sans cesse durant le XX^e siècle une « économisation de la façon de gouverner », et ce de façon accrue depuis les années 1970. Ces constats ne sont – en tant qu'expression de la façon dont la société se conçoit concernant la modernité – pas uniquement marqués par leur contemporanéité, mais également par la linéarité de leurs récits. Nous décrivons tout d'abord une évolution dans laquelle le rôle des institutions publiques dans la gestion financière passe du simple contrôle des dépenses à la gestion et la régulation des processus économiques, ces processus ayant fini par amener « l'Etat » dans une situation de dépendance envers les conditions « du marché ». Cette interprétation présuppose un état antérieur (avant l'économisation) dont les caractéristiques plus précises dans le domaine de l'action gouvernementale et des finances publiques ne sont cependant que peu considérées sur le plan empirique. C'est pourquoi l'article analyse les pratiques de financement du budget public, en particulier durant la période précédant le tournant « néo-libéral », et débat de la valeur cognitive des catégories relevant de la théorie de la modernisation en ce qui concerne la compréhension des mutations de ces pratiques. Nous nous intéressons aux administrations publiques appréhendées en tant qu'acteurs des systèmes de gestion financière en France et en RFA, ces systèmes étant organisés différemment. Trois périodes (aux alentours de 1920, 1940 et 1960), sur lesquelles s'appuie la comparaison historique, permettent d'apporter des informations sur la variabilité des sémantiques nationales de la modernité tout comme sur les observations réciproques et les transferts internationaux dans le domaine de la politique budgétaire et de la mobilisation des ressources. Les configurations relevant de l'histoire de l'expérience et les situations d'actions dans les administrations publiques, qui sont façonnées par ces configurations, ont conditionné les méthodes de financement public dans les deux pays, ces méthodes étant ensuite transformées en modèles d'organisation, ou alors, comprises comme des étapes sur le chemin menant à la modernisation. La modernité est, de cette façon, comprise comme un effet de l'expérience et de l'interprétation – c'est ainsi qu'apparaissent la plurivocité et le caractère controversé des relations entre marché et Etat au XX^e siècle. Ces rapports ne débouchent pas sur un procédé de base de l'économisation, associé selon les cas à plus ou moins d'Etat ou de marché.

Detlef Pollack, Que reste-t-il de la théorie de la modernisation ? Proposition de renouveau

L'article propose l'ébauche d'une théorie de la modernité et la relie à des analyses historiques sur la formation de la modernité dans l'Occident européen durant la période char-

nière allant entre 1750 et 1890. Dans une première partie sont présentées et analysées de façon critique les réserves formulées à l'égard des approches de la théorie de la modernité. Les objections portent sur le caractère normatif, déterministe et téléologique des théories classiques de la modernisation, sur l'unité de la modernité qu'elles présupposent, ainsi que sur leur faible pouvoir explicatif. La théorie de la modernité qui est ébauchée dans une seconde partie s'appuie sur différents arguments relevant des théories de la différenciation, de l'individualisation et des marchés et s'efforce de relier énoncés macro- et micro-sociologiques. La différenciation des sphères de sens n'est considérée dans cette perspective ni comme pré-existante, ni comme nécessaire sur le plan fonctionnel, mais comme controversée et dépendante de l'octroi de conditions extérieures favorables, comme par exemple l'augmentation de structures d'opportunité et l'accroissement de ressources. C'est à partir de la dépendance contextuelle des sous-champs sociaux que l'ébauche présentée ici explique également l'émergence des imbrications entre évolutions économiques, politiques, culturelles et sociales typiques des sociétés modernes. Dans sa conclusion, l'article change de niveau d'argumentation et passe de l'analyse sociologique à l'analyse historique. Il se penche sur la formation des structures sociales modernes et des schémas culturels aux alentours de 1800 et met au jour des racines de la modernité dès le Moyen-Âge central. Ce faisant, il ne décrit pas l'émergence de la modernité comme un processus linéaire, mais comme une histoire conflictuelle riche en tensions, marquées par des évolutions antagonistes.

Hedwig Richter, Genre et modernité. Approches analytiques des continuités et ruptures dans la hiérarchie des sexes aux XVIII^e et XIX^e siècles

Y a-t-il eu un changement fondamental dans la hiérarchie des sexes depuis le début de la modernité, que l'on fait traditionnellement commencer aux alentours de 1800 – durant l'« époque-charnière », comme Reinhart Koselleck a qualifié cette émergence ? Si tel est le cas (et c'est ce que présuppose une grande partie des chercheurs spécialistes du genre) : que signifient ces changements pour l'émancipation des femmes ? Et est-ce que les connaissances sur l'évolution des modèles de genre rendent plausible le concept de modernité ? Ou renvoient-elles plutôt au fait qu'il s'agit dans le cas de la « modernité » d'une construction ayant un grand pouvoir explicatif en ce qui concerne les représentations « occidentales » actuelles du monde, mais faible par rapport à l'histoire car on ne peut distinguer aucun changement qui soit aussi déterminant que ceux identifiés par les théories de la modernité ? Nous présentons tout d'abord dans l'analyse deux thèses relevant des *gender studies*, qui partent d'une césure causée par la modernité et donnent chacune une réponse spécifique à la question de savoir dans quelle mesure la hiérarchie entre les sexes a été modifiée aux alentours de 1800. L'une propose un récit de décadence, l'autre un récit d'essor. Afin de voir si la césure affirmée par ces deux thèses est plausible et – si oui – lequel des deux récits est le plus convaincant – nous devons nous pencher sur le début de l'époque moderne. C'est pourquoi nous étudierons dans une deuxième partie les différences entre les genres au XVIII^e siècle à partir des thèmes suivants : éducation, économie, corps et individualisation. Cette analyse montre certes de nombreuses continuités, mais également des ruptures et nouveaux départs qui plaident de façon significative en faveur d'une amélioration de la situation des femmes du XVIII^e au XIX^e siècle. C'est sur cette base que nous développerons dans un troisième temps, en nous appuyant sur le deuxième récit (positif) de la modernité, des réflexions visant à expliquer d'une part, les continuités avec le début de l'époque moderne et d'autre part, les profonds changements dans l'ordre des genres durant la modernité.

Anette Schlimm, Mutations des formes de la politique. Transformations de la façon de gouverner dans l'espace rural (1870–1930)

Une petite commune bavaroise bâtit au XIX^e siècle une nouvelle école. Dans le même temps, les possibilités d'une autonomie administrative des communes font l'objet de discussions en Bavière et en Prusse et sont modifiées. On initie les maires à leur fonction et ces derniers sont placés sous l'autorité directe de l'État monarchique. Durant la République de Weimar, le syndicat des communes rurales de Prusse organise la résistance des communautés rurales contre l'Etat démocratique. Quel est le dénominateur commun de ces cas de figure ? Tous donnent l'occasion d'analyser les façons de gouverner dans l'espace rural sans devoir pour ce faire utiliser un concept étroit de politique et politisation. L'article passe tout d'abord en revue de façon critique quelques approches d'analyse reconnues portant sur les mutations de la politique au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. En nous distinguant essentiellement du paradigme de politisation fondamentale et en élargissant d'autres approches récentes, nous proposons une perspective d'observation alternative, qui trouve son point de départ dans les réflexions de Michel Foucault à propos de la gouvernementalité. Les études de cas abordées montrent la manière dont sont imbriqués les niveaux analytiques de connaissances, d'acteurs et de pratiques et proposent une représentation plus complexe des mutations des formes de la politique que ne le font les approches téléologiques telles que la théorie classique de la modernisation.

Christoph Weischer, Mutations sociales et socio-structurelles (1800–2000). Réflexions à propos d'une prothéorie praxéologique

L'article se penche sur les processus d'assez longue durée de mutation sociale et socio-structurelle. Dans un premier temps, nous développons un cadre théorique qui s'appuie sur des approches praxéologiques et permet de différencier des domaines distincts de l'évolution socio-structurelle. En outre, nous proposons un modèle qui délimite différents domaines dans le processus de production et de reproduction sociale et de sa régulation. Nous distinguons de façon systématique des positions sociales et des situations sociales, et des processus de classement, de tri et de cumulation qui y sont liés pour l'analyse des changements socio-structurels. La prothéorie permet de faire dialoguer différents concepts théoriques (par exemple, les théories des capitalismes et de l'évolution de l'Etat social, mais aussi des concepts de classe et d'intersectionnalité) et de les faire fructifier pour les analyses historiques. Munis de ces outils, nous désignons dans un deuxième temps des mécanismes essentiels de la mutation sociale (mutation endogène, glissements entre les domaines, mutation des « techniques ») et nous esquissons différentes évolutions à long terme dans les domaines. Dans un troisième temps, nous mettons en lumière des mécanismes de changement qui sont également essentiels pour les mutations socio-structurelles pour ensuite montrer l'évolution des différents ensembles de situation ou bien de position et des catégories de personnes. En guise de conclusion, nous résumons les potentialités de la prothéorie telle que nous l'avons esquissée pour l'histoire économique et sociale.